

Le Venezuela remet à l'ONU le rapport «Vérité contre Infamie»

Image not found or type unknown



Le procureur général, Tarek William, remet au représentant des Nations Unies le rapport "La Vérité du Venezuela contre l'infamie"

Caracas, 29 sept (RHC).- Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, en compagnie du procureur général, Tarek William, et du Défenseur du Peuple, Alfredo Ruiz, a remis au Nonce apostolique, Mgr Aldo Giordano, le rapport «La vérité du Venezuela contre l'infamie: données et témoignages d'un pays assiégé».

Le chef de la diplomatie vénézuélienne s'est adressé ce lundi au représentant du Vatican, en sa qualité de doyen du corps diplomatique accrédité au Venezuela. Ce même jour, ils ont remis le document au coordinateur résident des Nations Unies dans le pays, Peter Grohmann, afin qu'il puisse le remettre au secrétaire général de cette organisation.

Plus tard, en conférence de presse, Jorge Arreaza a souligné la coopération entre les pouvoirs exécutif, judiciaire et citoyen, telle qu'elle est établie par la Constitution, apportant la vérité du Venezuela.

Il a également souligné le manque de véracité et de légitimité du rapport présenté par le groupe de Lima à l'ONU. Il a déclaré que le rapport du Venezuela «démantèle cette monstruosité qui a circulé dans le monde».

«Ils font une politique d'agression avec les droits de l'homme au lieu de faire une politique pour les droits de l'homme», a souligné le diplomate.

Pour sa part, le Défenseur du Peuple a déclaré que «les droits humains ne peuvent pas servir de prétexte pour attaquer le peuple vénézuélien».

De son côté, le procureur général de la République a demandé de ne pas oublier que «le groupe de Lima a utilisé une résolution parallèle à celle du haut-commissaire aux Droits de l'Homme pour faire obstruction au véritable travail assigné par les Nations Unies.

Le rapport «La Vérité du Venezuela contre l'infamie» a été préparé par des agences de l'État vénézuélien pour réfuter les contre-vérités d'un document rédigé par de supposés experts qui cherchent à dynamiter et à faire imploser le travail effectué par le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme dans le pays.

Le document a été financé par le groupe Lima, et 85% des sources utilisées par la prétendue commission d'enquête sont secondaires, sans aucun témoignage.

Source: Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/235325-le-venezuela-remet-a-lonu-le-rapport-verite-contre-infamie>



Radio Habana Cuba